

Les signes par milliers de Macron aux catholiques

Pascale Tournier publié le 10/04/2018 LA VIE



© Jacques Witt/ Sipa/SIPA

Devant les évêques, le Président a longuement flatté son auditoire. En coulisses, les désaccords demeurent, sur les migrants ou l'euthanasie.

La phrase n'est pas passée inaperçue. Elle a frappé toute l'assistante présente à la rencontre organisée par la Conférence des évêques de France le 9 avril, au collège des Bernardins. Sous les voûtes gothiques en pierre blanche de l'ancienne abbaye cistercienne, Emmanuel Macron a, en effet, lâché : l'« *horizon du salut a certes totalement disparu de l'ordinaire des sociétés contemporaines, mais c'est un tort* ». Et cette référence théologique est loin d'avoir été la seule.

Pendant plus d'une heure, le Président a voulu montrer qu'il parlait le même langage que les catholiques, comprenait leurs références, leur histoire et leurs interrogations – au risque d'en faire trop – mais en restant ferme sur ses positions. Ainsi, il n'a cessé de parsemer son allocution d'expressions religieuses : « *mystère de l'homme* », « *transcendance* », « *conversion des regards* », « *vocation* », « *espérance* », « *dignité* », etc. Autant de mots qui résonnent profondément chez les croyants. Pour « *réparer* » le lien entre l'Église catholique et l'État, qu'il considère avoir été « *abîmé* » – formule qui a suscité la polémique, notamment à gauche parce que considérée comme attentatoire au principe de la laïcité –, il ne pouvait pas mieux s'y prendre. Avec ses développements sur les chrétiens d'Orient, l'engagement associatif, la vie

monastique ou le débat sur les racines chrétiennes, Emmanuel Macron a coché toutes les cases des thèmes qui plaisent chez les croyants situés aussi bien à droite qu'à gauche de l'échiquier.

Références au pape François, à Benoît XVI

Afin de nourrir son propos, Emmanuel Macron s'est aussi abrité derrière la figure du pape François. Pour justifier sa loi asile et immigration, qui heurte de nombreuses ONG catholiques, le chef de l'État a ainsi tenté de convoquer le concept de « *prudence* » de l'évêque de Rome, qui fait « *de cette vertu aristotélicienne celle du gouvernant* » : « *C'est la conciliation du droit et de l'humanité que nous tentons* », a-t-il appuyé. S'il ne le cite pas nommément, sa phrase : « *Nous devons constamment nous soustraire à la tentation d'agir en simples gestionnaires de ce qui nous a été confié* » est quasiment du François dans le texte. Emmanuel Macron a même intercalé dans son discours quelques mots de l'exhortation apostolique sur la sainteté publiée le jour même, « *qui ose aller dans l'intensité d'une espérance, et qui, parfois, nous fait toucher du doigt ce mystère de l'humanité qu'on appelle la sainteté, dont le pape François dit (...) qu'elle est "le plus beau visage de l'Église"* ». En évoquant le « *relativisme* » qui « *grève notre pays* », le Président a également su glisser avec habileté des références implicites à Benoît XVI. En 2005, le cardinal - Ratzinger, futur Benoît XVI, dénonçait « *la dictature du relativisme qui ne reconnaît rien comme définitif et qui donne comme mesure ultime uniquement son propre ego et ses désirs* ».

Pour servir son fil rouge, soit l'exhortation des catholiques à retrouver le goût de la République, le locataire de l'Élysée s'est attaché à rendre hommage à de nombreuses figures catholiques qui ont émaillé l'histoire de France. Dès les premières phrases de son allocution, il a rendu hommage au colonel Beltrame, en reconnaissant l'imbrication de sa foi et de son engagement de gendarme à la source de son acte héroïque : « *Lorsque vient l'heure de la plus grande intensité, lorsque l'épreuve commande de rassembler toutes les ressources qu'on a en soi au service de la France, la part du citoyen et la part du catholique brûlent, chez le croyant véritable, d'une même flamme.* »

Quelques minutes plus tard, Emmanuel Macron a fait référence au père Hamel, assassiné dans son église de Saint-Étienne-du-Rouvray, mais également à Jeanne d'Arc ou encore aux inventeurs du syndicalisme moderne pour illustrer les moments « *où la France a été fortifiée par l'engagement des catholiques* ». Parmi les autres références qui comptent dans le monde catholique, le chef de l'État a dressé une sorte d'inventaire à la Prévert des écrivains : Maurice Clavel, Alexis Jenni, Georges Bernanos, Sylvie Germain, Paul Claudel, François Sureau, François Mauriac, Julien Green, et bien sûr son maître à penser, Paul Ricœur, et le personnaliste Emmanuel Mounier, dont il affirme aussi se sentir proche (il a siégé une dizaine d'années au comité de rédaction de la revue *Esprit*, fondée par Mounier, et y a écrit plusieurs articles). De Blaise Pascal, il a repris ce que le philosophe disait de la religion chrétienne : « *Vénérable parce qu'elle a bien connu l'homme.* »

Le rôle questionnant de l'Église

Montrant qu'il connaissait les débats internes à l'Église sur sa position dans la société postchrétienne, il a enfin paraphrasé Jean-Luc Marion, auteur du récent *Brève apologie pour un moment catholique* (Grasset) : « *Une Église triomphant parmi les hommes ne devrait-elle pas s'inquiéter d'avoir déjà tout compromis de son élection en ayant passé un compromis avec le monde ?* » Une façon d'insister, un peu donneur de leçons, sur le rôle questionnant, empreint d'humilité, et non pas « injonctif » que doit avoir l'Église. La philosophe Simone Weil, auteure de *l'Enracinement*, a eu droit à un autre traitement spécifique. Comme lors de son discours devant le Congrès à Versailles, Emmanuel Macron a repris son concept d'« *effectivité* » : « *C'est-à-dire cette capacité à faire exister dans le réel les principes fondamentaux qui structurent la vie morale, intellectuelle et, dans le cas des croyants, spirituelle.* »

Ce qui lui a permis de citer encore des politiques dont l'engagement public a été nourri par leurs convictions religieuses : le général de Gaulle, Georges Bidault, Robert Schuman, Jacques Delors. Ou encore

François Mauriac, Henri de Lubac, Henri-Irénée Marrou, etc. À l'écouter, leur action politique « *n'est pas une pratique théocratique ni une conception religieuse du pouvoir qui s'est fait jour, mais une exigence chrétienne importée dans le champ laïc de la politique* ». Ainsi soit-il.